

Urgence : portes closes

Pour l'accueil d'urgence, inutile de frapper à l'ARS. Depuis hier, il ne prend plus aucun nouveau demandeur, faute de crédit de l'État.

Dans la nuit de jeudi à vendredi, une famille entière de Kosovars, fraîchement abandonnée par leur passeur, a dormi à la rue. Au 15, rue Gilbert, devant la porte, fermée, de l'ARS.

L'association Accueil et réinsertion sociale, « bras armé » de l'Etat pour remplir la mission obligatoire d'offrir un toit à qui en a un besoin urgent, renonce. Pas une femme battue de plus, pas un SDF de plus, pas un demandeur d'asile possible. Aujourd'hui, elle offre à 484 personnes en situation d'urgence une solution d'hébergement dans des chambres associatives, des logements sociaux ou de modestes hôtels. Il n'y en aura pas 485.

L'ARS, fort de 200 employés et d'un énorme réseau de partenaires, sur le Grand Nancy mais aussi dans le Lunévillois et le Val de Lorraine, est investi de diverses missions. Le repas du soir, rue du Pont César, c'est lui ; le SAMU social, c'est lui. Lui aussi qui offre un toit à quelque mille personnes chaque nuit.

Plus de la moitié d'entre elles, inscrites dans un processus au long cours, se répartissent dans des CHRS, les centres d'hébergement et de réinsertion sociale. Ou des centres de demandeurs d'asile. Toutes structures entièrement saturées à ce jour.

L'autre moitié, ce sont les fameux 484, l'urgence. Soit 25 % de l'activité totale de l'asso. Mais faute de trouver une solution, l'urgence dure. Les nuits dans le temporaire se succèdent à elles-mêmes. « Et aujourd'hui, on explose les plafonds, alors même que l'État ne suit pas, mais alors pas du tout ».

Valérie Lévy-Jurin, présidente du comité exécutif, comme l'ensemble des administrateurs, a pris la décision de fermer la porte avec tristesse. « Et surtout un gros sentiment d'iniquité. La Lorraine a manifestement été lésée dans la distribution annuelle ». Pour 2010, l'enveloppe attribuée à la région pour l'hébergement d'urgence (dont personne n'a encore vu la couleur à ce jour) se limiterait à 3M€. Pour tout le monde ! « Or, l'ARS, à lui seul, engagera 3,2 M€ au total d'ici au 31 décembre... » De quoi aspirer l'intégralité d'une enveloppe destinée pourtant à absorber, aussi, les frais engagés par l'association sœur à Metz, Le Relais. Cette dernière, elle, n'héberge par 484 personnes en urgence, mais 780... C'est dire si la contribution de l'État paraît bien mince. L'ARS voit donc se profiler un monstrueux déficit à l'horizon.

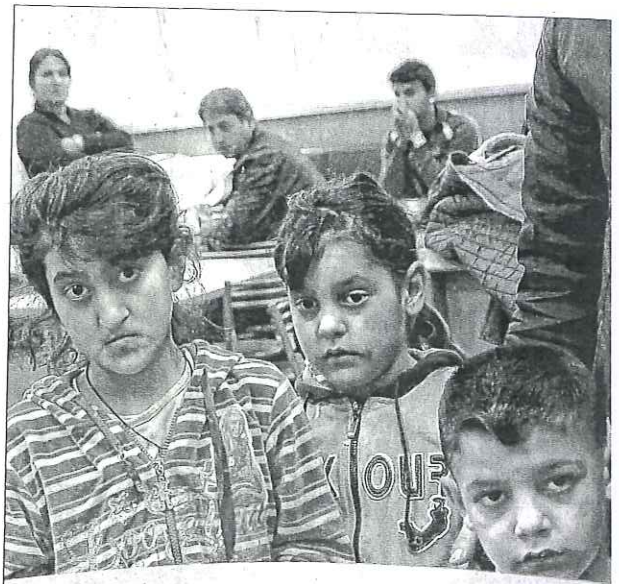
« Alors on arrête l'hémorragie. Sinon, c'est l'ensemble de l'association qu'on risque de mettre en péril ».

« A terme, on peut simplement cesser d'assurer tout hébergement d'urgence. »

En refusant de nouvelles personnes en situation d'urgence, l'ARS estime « assumer ses responsabilités contrairement à l'Etat, pourtant alerté régulièrement depuis près d'un an. A croire que nos alertes ne remontent même pas au ministère ! »

Et si l'Etat s'obstine à faire la sourde oreille, la nouvelle disposition, actée depuis hier, sera suivie d'autres mesures. À commencer par l'annulation du dispositif hivernal cette année. « Ce n'est pas une menace, c'est qu'on n'a pas le choix. Il ne s'agit pas de faire un coup médiatique, pour obtenir un bout d'enveloppe, et en 2011, on recommence. Non. A terme, si rien ne change, on peut tout simplement renoncer à assurer l'accueil d'urgence ».

La nuit des déshérités promet d'être longue... **Lysiane GANOUSSE**



■ On n'a plus de proposition d'hébergement à leur proposer. Photo Patrice SAUCOURT

La galère de Giuseppe

► Giuseppe a la barbe bien taillée, mais la casquette en berne et les yeux épuisés. « Je suis si fatigué... », lâche-t-il d'une voix douce. « Passer d'un hôtel à l'autre, me faire balader de droite à gauche, c'est dur. » Voilà des mois, même des années que périodiquement, cet ancien chauffeur routier de 56 ans, victime d'un accident qui lui a valu des vertèbres cassées, dépend de la générosité de l'ARS. Déclaré invalide à 100 %, il touche une pension d'environ 500 €, pas de quoi trouver un hébergement. « Je dois beaucoup à l'ARS. Sans eux, c'est la rue. Et ça, j'ai déjà vécu. » Giuseppe a donc eu maintes fois recours à l'accueil d'urgence, et trouve « dégueulasse » que le service soit mis en danger. La bonne nouvelle, c'est que depuis hier, il a pu intégrer un petit meublé. Fin du précaire. Mais s'il y retombe, lui aussi trouvera porte fermée.

